



UNION INTERFÉDÉRALE
DES AGENTS DE LA
FONCTION PUBLIQUE
FORCE OUVRIÈRE

46 rue des Petites Écuries - 75010 Paris

01 44 83 65 55

secretariat@fo-fonctionnaires.fr



DECLARATION LIMINAIRE

Paris, le 9 juillet 2026

Déclaration liminaire FO Fonction publique Rendez-vous salarial du 8 juillet 2026

En avril 2026, avec les préconisations du Comité d'Alerte des Finances Publiques, le gouvernement avait engagé une énième réduction des dépenses publiques en gelant 6 milliards d'euros de crédits : 4 milliards pour l'Etat et 2 milliards sur la sphère sociale.

Hier, le 7 juillet 2026, une nouvelle alerte a été dévoilée à hauteur de 3 milliards, résultant du dépassement de certaines dépenses engagées (2 milliards pour l'Etat et 1 milliard sur l'assurance maladie).

Une fois de plus, ces dépassements devront être compensés par des économies.

FO FP ne s'exprimera ni sur la qualité ni sur la crédibilité du budget 2026, les comités d'alerte en révèlent chaque fois le peu de cohérence.

Pour FO FP ce qui importe est de savoir quels sont ceux qui subiront une fois de plus le fracas de ces économies.

Quand les entreprises du CAC 40 annoncent verser 107,5 milliards d'euros de dividende à leurs actionnaires ou quand des milliards d'euros sont versés aux entreprises sans contrepartie, il serait honteux et méprisant de faire porter une fois de plus ces économies par les agents publics considérés comme simple variable d'ajustement budgétaire depuis trop longtemps.

Alors, à l'heure d'ouvrir cette réunion, nous espérons à FO FP, que votre discours ne se résumera pas aux précédentes « solutions » : ni gel du point d'indice, ni des grilles indiciaires smicardisées et dévalorisantes, ni amputation de la rémunération en cas d'arrêt maladie.

NON ! Il est temps de valoriser les agents publics pour une véritable reconnaissance de leur engagement quotidien et redonner de l'attractivité à l'emploi public.

Continuer une politique d'austérité telle qu'elle est menée depuis des années et qui ne sert que les plus riches, c'est-anéantir notre modèle social et les valeurs républicaines.

Ce serait pleinement de votre responsabilité et de celle du gouvernement.